



Congo Brazzaville : L'État de la nation 2016

(par Calixte BANIAFOUNA)

Depuis une douzaine d'années en continu, je vous ai habitués, chers compatriotes, à vous faire le point sur l'état de la nation. Je rentre du Congo où, comme toutes les autres fois, j'ai entendu, vu, touché le quotidien de nos compatriotes : autorités politiques, autorités militaires et populations civiles confondues.

La dictature au Congo Brazza se porte bien : merci papa Hollande

Pourquoi « papa Hollande » ? Jamais, de la connaissance que j'ai de l'implication de la France post coloniale dans la souffrance des Congolais, je n'ai été à ce point en présence d'un peuple en haine contre un chef d'État français. Au marché, dans les transports en commun, dans les taxis, dans la rue, dans les ménages, en privé ou en public, le président François Hollande est banni voire vomi dans le milieu populaire du Congo Brazzaville. Raison de la haine : son intervention publique et télévisée en faveur de la tenue d'un référendum, qu'il savait pipé à l'avance par Sassou, est perçue comme un « soutien arrogant au dictateur Sassou » et un « déni hollandais » du peuple congolais. Son silence radio ou ses propos modérés face à ce régime oppressif dans la suite des mascarades (modification de la Constitution, élection présidentielle truquée, etc.) ne font que confirmer le sentiment de complicité de François Hollande avec le dictateur congolais. D'où la résurgence de la doctrine éhontée de la terreur dictatoriale très chère à Sassou : assassinats, empoisonnements, emprisonnements politiques, corruption, pillages claniques du bien public, rackets, rançonnages, etc. « *La France est dans notre camp* », nargue-t-on le peuple congolais avec beaucoup d'arrogance dans le camp Sassou.

Aussi paradoxal que paraît l'homme déterminé à mourir au pouvoir, le régime de Brazzaville présente aujourd'hui tous les signes d'une fin d'imposture politique : hôpitaux et écoles en berne, fermeture de plusieurs entreprises, plusieurs chantiers mis à l'arrêt, chômage endémique aggravé par de nombreux licenciements, accumulation d'impayés, crise économique perceptible à tous les niveaux de la société congolaise, situation de malaise social généralisé, beaucoup de déception et de colère d'un peuple résigné dans un semblant d'accalmie et de paix...

En l'absence d'une classe politique (pouvoir et opposition) crédible et de l'existence d'une diaspora organisée et unie, le peuple congolais a fini par se replier sur son sort. Il ne compte plus que sur des solutions qui relèveraient du miracle de la nature : « *l'affaire est entre les mains de Dieu* », « *l'affaire est dans le Bic* : allusion faite à un possible réveil des intellectuels comme lorsque le Congo fût... ! », entend-on ici et là.

Les Congolais sont en plein dans le quotidien d'une république bananière

Corrompu jusqu'à la moelle épinière par les réseaux et les lobbies nationaux et internationaux, Sassou Nguesso a contraint aux Congolais un mode de gouvernance de corruption, de harcèlement et de pot de vin à tous les niveaux et à tous les points de vue. Hormis les groupuscules politiques, d'officiers militaires et de justice très fidèlement inféodés au régime, qui se sont vu multiplier grossièrement leurs salaires en guise de corruption morale et financière, tout le reste de politiques, de militaires, de civiles, d'hommes, de femmes, d'enfants, de jeunes et vieux, chacun « survit » comme il peut à l'endroit où les méandres de la dictature et de l'abandon ont voulu qu'il soit.

Le délit d'être automobiliste au Congo de Sassou Nguesso (personnel, taxi, camion de transport). Le passage aux péages installés en pleins quartiers populaires de Pointe-Noire est obligatoire, y compris pour les riverains de ces quartiers, au risque de voir leur voiture être enlevée et conduite au commissariat de police (où elle devrait être délivrée moyennant une lourde amende) par les policiers qui quadrillent les alentours pour empêcher aux automobilistes d'éviter le passage au péage. Si l'on a pu échapper à la vigilance des policiers, on n'est pas pour autant à l'abri de barricades et du paiement de quelques pièces de monnaie aux jeunes garçons qui font office de police parallèle et servent à la fois de guides et de boueurs dans la déviation.

S'ensuit le rançonnage des gendarmes à deux kilomètres de là. En règle ou non avec ses papiers, le fait d'être arrêté pour contrôle de routine vous expose à une amende forfaitaire de 12. 000 F CFA (paiement immédiat) ou de 24.000 F CFA (paiement par contravention). Le gendarme extorqueur trouve toujours une raison de rançonner les automobilistes : manque de boîte à pharmacie, pneu usé, surcharge, opinion politique, etc. Qu'à toutes ces infractions ne tiennent, vous n'avez aucun moyen d'échapper à l'extorsion du gendarme. Votre attestation d'assurance payée en bonne et due forme vous contraint à l'infraction : elle émane d'un courtier quoique légalement identifié et reconnu par le gendarme qui exige l'attestation du siège de l'assurance. Les courtiers des assurances ? ce sont ces services annexes mis en place par le pouvoir politique pour piéger les automobilistes et aider les gendarmes à trouver raison de se servir à l'endroit où ils opèrent et « broutent ». Certains policiers frisant l'illettrisme vous demandent votre nom lors du contrôle d'un Permis de conduire ou d'une Carte grise qu'ils ont du mal à lire, parfois... à l'envers !

L'extorsion des automobilistes par les gendarmes et les policiers sert également à décourager les usagers pour les pousser à emprunter le transport en commun d'un réseau privé proche du pouvoir, ce qui met mal à l'aise automobilistes (perte de la clientèle) et usagers (empilés comme des sardines) dans le bus qui a fini par porter le nom de « *Mal à l'aise* ».

Les automobilistes et leurs usagers sont loin d'être les seuls à subir les rackets policiers. Au marché « Péage » du quartier Ngoyo, sous mes yeux, une maman, la cinquantaine, en larmes et très en colère, crie haut et fort : « *Qu'avons-nous fait à Dieu vraiment pour mériter cette pourriture des dirigeants politiques qui n'ont pour seule compétence que de maltraiter la population innocente ? Dites-moi maintenant, dit-elle aux policiers, dans un pays où nos enfants et leurs enfants sont à notre entière charge, nous parents et grands-parents, comment faire pour les nourrir si l'on n'a même plus le droit de se débrouiller comme on peut ?* » Ces paroles, elle les prononce encadrée par des policiers dans la wagonnette d'un pick up de la police où elle vient d'être embarquée en direction du commissariat de police, avec sa cuvette de légumes qu'elle s'apprêtait à vendre et sa brouette qui a servi à les transporter sur le marché. Le crime reproché ? elle a voulu vendre sans étalage en bordure du goudron... On n'a surtout pas le droit d'exposer sa misère dans la rue !

Attention aussi aux bébés noirs. Les bébés noirs ? ce sont ces criminels de l'armée nationale congolaise au service du pouvoir politique. Ils opèrent en bandes officieuses organisées. De noir vêtus et cagoulés, ils se promènent en groupes et sont dotés d'armes blanches (machettes, scies, pioches, haches, sagaies, couteaux, etc.) avec lesquelles ils enlèvent et assassinent les innocents au hasard de la rencontre surtout nocturne. Ils emportent les corps à des endroits inconnus, desquels ils récupèrent les ossements dont le régime a besoin pour sa pérennité (pratiques fétichistes).

Petite promenade au marché de Font-Tiétié (Pointe-Noire). À l'entrée, le quart du marché est clôturé pour travaux : il s'agit de la partie du marché appelé « marché PV », une concession du CFCO qui a décidé de récupérer et de valoriser son terrain. Au voisinage, la partie du marché appelé « Dubaï », où l'on trouve toute une variété de marchandises (limite pacotille) made in Dubaï (appareils électroniques et ménagers, chaînes musicales, meubles, etc.). Juste en face de là, la partie du marché appelé « Sinistrés ». Cette partie du marché est une création des réfugiés de guerre qui ont fui Brazzaville et les régions du sud Congo qui sont persécutées par le régime sanguinaire. On y trouve un peu de tout et, surtout, toute la variété de légumes bio d'un peuple déterminé à travailler et à produire pour sa survie contre tous vents et marées. Plus loin, la partie du marché appelé « village », où débarquent au quotidien les produits vivriers en quantité quasi industrielle des cinq régions sud (Pool, Bouenza, Lékoumou, Niari, Kouilou). À l'opposé de ces différentes parties du marché se dresse la partie du marché « Liberté », un peu plus de deux fois la superficie de toutes les autres parties du marché réunies. Bordé de boutiques d'ouest-africains, l'intérieur du marché cache toutes les réalités de la vie économique du Congo. En face de moi, un jeune homme de 29 ans avec une barbe blanche non pas de vieillesse mais de la poudre du fufou. Il n'est jamais sorti du Congo mais il parle un français parfait, sans accent, et se confie : « J'ai une licence en droit avec mention Bien. Et pourtant, je vends du fufou dans ces boîtes quaker. C'est avec ce fufou que ma mère a financé mes études ainsi que celles de mes deux frères et mes trois sœurs. Je suis l'aîné de la famille. Si je ne fais pas ça, nous serons tous morts. Pour avoir un boulot avec mon diplôme, il faut avoir un parent dans le clan Sassou : je n'en ai aucun... Mes voisins que vous voyez tout au long de cette rangée sont tous diplômés de l'université, mais chacun a son histoire. » Ils sont nombreux, alignés derrière les étagères mais je m'interdis de les interroger tous, même si la rangée d'en face attire mon attention, celle des coupeurs de « mfoumbou ». Je prends l'avis de l'un d'eux, 27 ans : « Quand j'ai obtenu ma licence en Économie, me dit-il, mes parents ont vendu notre deuxième parcelle avec maison dans l'espoir de financer un voyage en France pour poursuivre mes études. Mais la personne qui s'était chargée de m'obtenir le visa les a escroqués. Sans emploi ni perspective d'avenir dans le pays, je coupe le « mfoumbou », ma mère et mes deux sœurs que vous voyez là se chargeant de le vendre... ».

Les attentes d'un changement sont pressantes ici et là en milieu populaire, un milieu qui se sent abandonné à lui-même et qui a tout remis entre les mains de Dieu. Entre l'arrogance de ceux qui profitent du régime sanguinaire, l'abandon d'un peuple à ses dépens, les salaires impayés, les conditions de fatalité des populations, les libertés confisquées, les emprisonnements politiques, les enlèvements et disparitions des innocents, le manque d'eau courante et d'électricité, le manque de travail pour les jeunes, la complicité arrogante des grands (petits ?) de ce monde qui soutiennent le dictateur du Congo Brazzaville... rien ne serait exagéré de conclure du Congo Brazza, un pays à terre, qu'il est au bord d'explosion sociale à la moindre présence d'un leader crédible.